

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- David Bodet, militant de la LCR
- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant syndical
- Serge Guichard, militant du PCF
- Vincent Huet, militant de la LCR
- Sylvie Mayer, militante du PCF
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Félix Millera
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:

Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

N° 82 avril 1997
5è année de parution

Ainsi sont les institutions de la 5ème République : un seul homme peut décider de modifier le calendrier électoral. Les élections auront donc lieu dans un mois, laissant ainsi peu de place au débat, favorisant les partis institutionnels et gelant le paysage politique.

Nous avons plaidé, parfois de façons différentes, pour un rassemblement à Gauche de ceux qui veulent transformer la société et refusent les diktats de Maastricht. Il s'agissait pour nous, à la fois de donner une issue au mouvement social et en rééquilibrant la Gauche à gauche, lui permettre de gagner.

L'expérience de Gardanne fut à cet égard prometteuse et illustratrice. Bien des obstacles restaient à lever dans cette voie si

RASSEMBLER

A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

RÉÉQUILIBRER LA GAUCHE À GAUCHE

Le Comité de Rédaction :

Jacques ADRIEN, David BODET, Cyrille-Robert BROUX, Amaury COUDERC, Robert DUGUET, Bernard FISCHER, Michel GALIN, Serge GUICHARD, Vincent HUET, Sylvie MAYER, Roland MERIEUX, Jean SANCHEZ.

les élections avaient dû se dérouler en 1998. Chacun aimant bien cultiver ses différences, cherchant à préserver ses intérêts, rien ne permet d'affirmer que nous aurions pu aboutir.

La campagne va donc avoir lieu maintenant rapidement et les différences d'appréciations seront donc très peu lisibles pour les électeurs. Chacun va donc se présenter sous ses propres couleurs, laissant ainsi le PS, par le jeu du scrutin majoritaire, représenter la gauche au second tour dans la plupart des cas. En étant peu présent sur le terrain social et en ne regroupant guère plus de la moitié de l'électorat de Gauche, les Socialistes auront cependant l'essentiel de la représentation parlementaire de la Gauche. Si les évolutions de

Lionel JOSPIN sur les conditions de passage à la monnaie unique sont positives, elles ne doivent pas rendre naïfs; si la Gauche gagne, c'est le rapport de force qui fera qu'il ne s'agit pas de simples promesses électorales.

Rassembler à Gauche n'a vocation ni à présenter des candidats ni à en soutenir. Il nous semble qu'un rassemblement aurait pu et dû se construire, il n'en a pas été ainsi, chacun soutiendra donc les candidats de sa formation. Il reste cependant à éviter les concurrences exacerbées qui nuiraient à chacun.

Rassembler à Gauche dans le débat continuera, mais il faudra bien passer un jour au rassemblement dans l'action et les élections. □

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

L'AUTRE EUROPE

par Michel Galin

Mobilisations intersyndicales transnationales contre la fermeture de l'usine de Villevorde, marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions : nous assistons depuis peu à un début d'investissement du champ européen par le mouvement social. Il s'agit de 2 mouvements d'abord en réaction contre les conséquences de la construction libérale de l'Europe. Mais ils dessinent aussi en filigrane des propositions alternatives, et surtout, inventent une méthode pour que ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre, interviennent ensemble par-delà les frontières, sur la construction européenne. Cela commence enfin à donner un autre contenu à l'Europe sociale.

L'Europe sociale a été trop souvent un slogan agité, au mieux, comme un supplément d'âme au traité de Maastricht, au pire comme un attrape-nigaud, pour cacher que les critères libéraux, qui font de l'emploi une variable d'ajustement, sont incompatibles avec une politique sociale.



L'Europe Sociale est aussi sujet de colloques où l'essentiel serait, sans remettre en cause Maastricht, de trouver des dispositifs institutionnels de négociation-concertation entre le patronat et les syndicats. Par-delà de bonnes intentions difficilement réalisables, on ne peut nier l'intérêt de lieux de négociations. Mais quand le patronat exerce partout des répressions antisyndicales et licencie par conférence

de presse, on peut douter qu'il ne s'agisse que de bonnes volontés à concilier, et que le droit, à froid, puisse développer l'Europe Sociale.

Nous savons bien que l'essentiel des acquis sociaux est le fruit d'un rapport de forces. Et puisque l'Europe, qu'on le veuille ou non, devient une réalité incontournable, il est de la responsabilité pour les organisations du mouvement social (syndicats, associations) de se saisir de cet enjeu. Et parce que les gouvernements et le patronat sont organisés par delà les frontières, c'est aussi un défi à relever de notre côté.

Il faut bien reconnaître que l'opposition à Maastricht, et plus particulièrement aux critères de convergence, a jusque là été incapable d'enrayer la préparation de la monnaie unique. Pire encore, la Conférence intergouvernementale de Dublin a aggravé le traité. Une des explications à cela réside bien à ce que les expressions d'opposition à l'Europe libérale soient restées confinées au sein de chaque pays, mis à part quelques rassemblements ponctuels. C'est une évidence sur le terrain politique où pourtant des forces de Gauche se retrouvent .../...

CLARTÉ ET RESPECT DES ACCORDS PASSÉS

par Robert Duguet

L'annonce, au moment où nous écrivons ces lignes, d'une dissolution de l'Assemblée Nationale nous place à un nouveau tournant de la situation politique. D'une part les tenants de l'application des mesures libérales se heurtent aujourd'hui sérieusement au mouvement social: il ne se passe pas un jour sans qu'un secteur du salariat n'entre en mouvement contre telle ou telle mesure de privatisation ou de déréglementation. La lutte des classes, nous ne nous excuserons plus d'employer ces termes « désuets », reprend ses droits naturels par la grève, l'occupation d'usine, la manifestation de rue, la séquestration de responsables économiques... S'il n'y a pas provisoirement de mouvement d'ensemble, les petits ruisseaux ou les petites rivières alimentent déjà la puissance du fleuve. Le gouvernement Chirac-Juppé en a parfaitement conscience: face au mouvement social, il y a nécessité de trouver un pare-feu. Les élections législatives anticipées, voilà la réponse! Même au prix d'une cession substantielle de postes parlementaires au Parti Socialiste, le président de la République est prêt à céder du terrain à ce dernier, afin qu'il applique ce que lui n'arrive plus à faire. C'est très exactement le contenu d'un futur gouvernement de cohabitation.

En janvier il y a eu une initiative commune - PCF/MDC - pour un référendum avant tout passage à la monnaie unique. Cette initiative n'était pas de notre fait, d'autant que nous n'avons jamais par le passé approuvé le recours aux méthodes bonapartistes de gouvernement; le référendum fait partie de cet arsenal. Mais à partir du moment où l'initiative était prise, et que, aux lendemains de Gardanne, elle prenait le président de la République et par voie de conséquence aussi le PS dans une contradiction intéressante pour la construction d'une alternative à gauche, nous l'avons honoré le mieux que nous avons pu. Il y a eu un appel unitaire en Essonne qui commençait à déborder largement les cadres du seul PCF ou MDC. Nous sommes légitimement en situation de constater et de condamner le fait que la direction du PCF abandonne très largement le peu d'ouverture qu'elle donnait au combat pour une alternative à gauche. Ce qui pèse aujourd'hui sur la direction de ce parti, ce sont de nouveau les sirènes de l'Union de la Gauche. Il semble que Robert Hue souffre aujourd'hui d'un mal qui rend aveugle et sourd, la pathologie du ministrable. L'ensemble des initiatives prises de concert avec la direction fédérale du PCF, ont été soit remises sine die, soit exécutées de manière symbolique. Que peut signifier dans la situation actuelle un accord de gouvernement PC-PS, sinon le fait que la direction communiste acceptera de passer sous les fourches caudines des propositions économiques du PS? .../...

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville

Code postal

Je verse la somme de: 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

L'AUTRE EUROPE

suite

ensemble au Parlement Européen. C'est aussi une réalité sur le terrain social. Ainsi en 95 et 96, des mouvements sociaux se sont développés pour la défense des services publics menacés de la même façon, dans beaucoup de pays de la communauté. Mais si les mobilisations se sont nourries les unes des autres et ont obtenu des résultats, elles n'ont pas bloqué le processus de privatisation des services publics.

On connaît bien la diversité des forces sociales et politiques en France et en Europe et les difficultés à surmonter pour commencer des pratiques communes. Mais ce qui semble être un changement d'attitude de la CES est un signe prometteur : refusant jusque là d'organiser des actions conjointes dans différents pays, pour ne pas remettre en cause la construction européenne, elle a participé d'une façon non négligeable au succès de la manifestation de Bruxelles.

L'Europe Sociale ne doit pas être réservée aux technocrates, elle sera avant tout le résultat de nos actions. La marche européenne arrive en Essonne le 14 Mai, assurons son succès ! □

Les renseignements pratiques sur la marche en Essonne et en région parisienne seront donnés dans notre prochain numéro.

Pour tous renseignements d'ici là :

"A Amsterdam", journal de la marche (abonnements à partir de 100f)

104, rue des Couronnes 75020 PARIS, tél.: 0143660252 fax : 0144626345

CLARTÉ ET RESPECT DES ACCORDS PASSÉS

suite

« Rassembler à Gauche » est aujourd'hui à la croisée des chemins. Le mouvement social n'attendra pas. Nous n'accepterons ni de taire ce que nous avons développé depuis Maastricht, ni d'abandonner le combat pour une alternative à gauche. Expliquer qu'un éventuel gouvernement Jospin-Delors-Hue, cogérant l'Etat avec Chirac, répond aux attentes actuelles des salariés, relève d'une opération de faussaires politiques. S'il s'avérait que la logique de Gauche Unie d'Espagne était impossible à appliquer dans la réalité française, du fait de la politique de la direction communiste, le mouvement politique réel trouvera alors d'autres voies stratégiques. La réalité politique de la gauche et du mouvement ouvrier en France est suffisamment riche pour permettre d'autres possibilités. En tout cas, pour nous, faire de la politique honnêtement consiste à dire la vérité aux gens, et lorsqu'on s'engage sur une orientation à la défendre jusqu'au bout. □



marche européenne

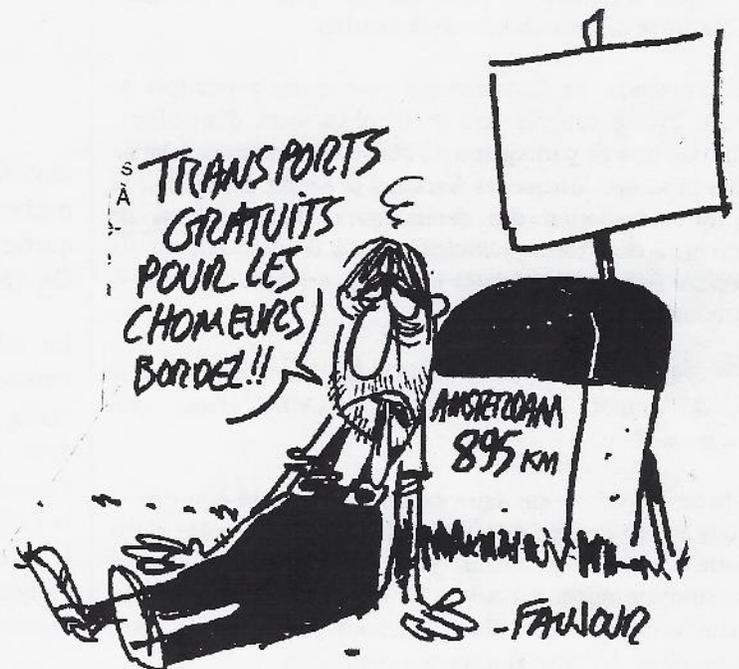
**Contre le chômage, la précarité, et les exclusions,
NOUS MARCHONS VERS AMSTERDAM !**

Nous, citoyens et citoyennes de tous les pays d'Europe chômeurs et chômeuses, salariés stables ou précaires retraités, immigrés, et pour certains sans logis, avons décidé de nous mettre en marche ensemble vers Amsterdam.

Vers Amsterdam, où, en cette fin de printemps 1997, les représentants des gouvernements d'Europe se réuniront dans une conférence intergouvernementale.

Ensemble parce que nous savons que ce qui nous rassemble et nous fait agir est plus fort que toutes nos différences.

En Essonne, le collectif départemental pour la préparation de la marche accueillera les marcheurs partis de Tanger. Pour l'arrivée des marcheurs, le collectif organisera le vendredi 16 mai 97, une journée d'initiatives. Elle sera l'occasion de manifester notre solidarité contre le chômage, la précarité et l'exclusion !



POUR QUE LA GAUCHE SE "BOUGE" !

par Sylvie Mayer

Le 29 avril, le Parti Communiste rencontrera le Parti Socialiste. Le 30 il fera de même avec le Mouvement des Citoyens. Plusieurs rencontres de travail ont eu lieu, avec les Verts, l'AREV, la LCR...

Ces réunions n'ont pas été programmées en fonction du calendrier électoral, mais à partir de la décision de tenir les assises pour le changement en 1998 explicitée par Robert Hue à Lille il y a quelques jours. Le calendrier nous a rattrapés et cela modifie, le caractère de ces rencontres.

Le Parti Communiste y viendra avec des propositions selon 5 grands axes, comprenant quinze mesures législatives permettant d'initier des changements radicaux en matière d'emploi, de fiscalité, de développement durable, d'institutions républicaines, pour l'Europe.

Il ne s'agit pas de proposer que ces axes deviennent un programme commun. Chacun doit aller à ces élections avec ses orientations, diverses voire divergentes. Non, ce sera l'apport du Parti communiste à une politique nouvelle qui pourrait être mise en oeuvre si la gauche l'emporte et si les forces de gauche décident d'aller ensemble au gouvernement. Nous pensons que rien n'est joué, que les forces de gauche peuvent se retrouver, d'autant que des progrès ont été faits dans le dialogue, que le pluralisme à gauche s'est renforcé.

Le mouvement populaire pèse et doit peser encore plus fort pour que la gauche se bouge. Les 600.000 signatures recueillies par le PCF pour un référendum, mais aussi celles obtenues par le MDC et par d'autres, avec tous les débats que cela a fait naître, ne sont pas sans incidence sur la décision de Chirac et Juppé, ni non plus sur l'inflexion de Jospin sur la monnaie unique qui ne doit pas selon le PS à l'heure d'aujourd'hui peser sur les salaires et l'emploi. Cela ouvre des possibilités de discussion.

Bien entendu, les décisions que nous avons prises lors de notre 29^{ème} congrès demeurent pleinement d'actualité : une décision de participer à un gouvernement de gauche ne sera prise que lorsque les électeurs se seront prononcés, et après consultation des communistes. Pas question de revenir à des "trucs politiques faits à la hâte" comme l'a déclaré Robert Hue devant la presse, à l'issue du Conseil national du 25 avril.

Les citoyens doivent avoir tous les éléments en main pour se déterminer, et apprécier la possibilité d'une telle éventualité.

Chacun va désormais faire sa campagne. Peut-être que si nous avons eu plus de temps, elle se serait déroulée d'une autre façon. Pour autant, cela ne me conduit pas au pessimisme quant à l'avenir du rassemblement à gauche. Nous avons fait ensemble de grands progrès dans notre capacité de dialogue et d'actions communes.

Candidate moi-même dans la 4^{ème} circonscription de l'Essonne, je tiens à souhaiter bonne chance à tous les candidats de gauche. □

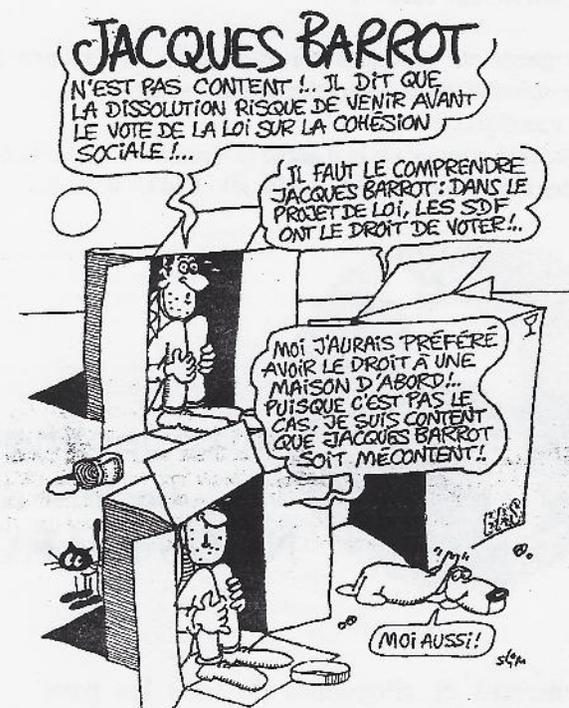
Des nouvelles de notre Région

Extraits de la Déclaration du groupe Communiste et Partenaires

MOUVEMENT UNITAIRE CONTRE LE PLAN JUPPÉ POUR LA SANTÉ

Au moment où les connaissances, les avancées technologiques permettent de mieux prévenir et connaître les maladies et mieux les soigner, il est insupportable,

La mine de Slim



inadmissible et paradoxal de concevoir, demain, que les médecins soient contraints de limiter leurs prestations à des quotas financiers indépassables.

On n'économise pas sur la santé des êtres humains.

En affirmant notre solidarité au mouvement profond des internes de notre région, nous disons, au côté de tous ceux et celles qui choisissent le développement de la médecine et le droit à la santé pour tous, que ce 21^{ème} siècle doit s'inaugurer, non pas avec moins de moyens et de crédits pour la santé, mais plus pour mieux soigner.

C'est cet acte fort que la nation doit rendre lisible dans son budget. C'est pour ce choix de société que nous nous mobilisons.

Elus du suffrage universel de la région capitale, nous sommes engagés dans ce combat social, humain, démocratique. □

Des nouvelles de notre Région - Des nouvelles de notre Région

Le verdict de la Chambre Régionale des Comptes UN RAPPORT AU PARFUM DE SCANDALE

par Amaury Couderc, Conseiller Régional d'Ile-de-France.

La Chambre Régionale des Comptes a fait plus que souligner des anomalies, et la possibilité d'ententes illicites dans le système dit des METP mis en place par le Président du Conseil Régional. Elle a relevé de véritables irrégularités et la volonté de restreindre la concurrence.

La Chambre Régionale des Comptes met précisément le doigt sur le scandale de l'utilisation de l'argent public sans aucun contrôle efficace de la part des élus.

- Elle souligne le recours à des assistants à la maîtrise d'ouvrage (AMD) dans des conditions non-conformes à la loi du 12 juillet 85.

- Elle soulève le fait que des titulaires de marchés ne remplissent pas les conditions requises par la loi.

- Elle met en lumière le transfert de responsabilités au profit de partenaires privés sans contrôle effectif suffisant.

- Elle précise que certains marchés étaient octroyés avant le terme de la procédure de mise en concurrence, les travaux commencés

avant toute notification, contrairement à l'article 250 du code des marchés publics.

- Elle souligne encore que l'obligation de fournir des pièces justificatives pour le versement des avances n'a pas été respectée (page 14 du rapport), les mandataires ont utilisé une partie des avances mises à leur disposition par la Région pour effectuer des placements !... (page 14). La règle du dépôt obligatoire au Trésor Public des fonds des collectivités territoriales a été allègrement transgressée (page 15). Le montant des produits financiers réalisé par les mandataires est de l'ordre de 75 millions de francs.

- Que des personnels ont été recrutés qui ne figurent pas au tableau des effectifs

approuvés par le Conseil Régional (cela permet entre-autre de faire financer par la Région du personnel au service exclusif du train de vie du Président Giraud).

- Que certaines sociétés dont les salariés étaient intégrés dans l'organigramme de la Région étaient par ailleurs titulaires de marchés. Ces salariés ont pu participer à l'instruction de marchés publics... (sans commentaire).

- Que des architectes ont été désignés

Cette procédure a pu fonctionner durant 6 ans grâce à une opacité totale et, il faut le souligner avec force, grâce à une commission des marchés dont les élus communistes sont les seuls de tous les groupes représentés à la Région à être exclus.

Est-ce vraiment un hasard ?...

Je rappelle à cet effet que notre groupe a été le seul en son temps à dénoncer et à voter contre la mise en place de cette procédure de financement dite METP.

Nous demandons avec force la remise en cause et l'arrêt de cette procédure ainsi que la mise en place d'un contrôle vigilant et pluraliste des élus à tous les niveaux, l'engagement d'une concertation au grand jour pour renégocier tous les financements afin de ne pas interrompre les travaux en cours et de ne pas retarder ceux qui sont programmés. Notre groupe fera des propositions complémentaires le 23 avril lors de la séance exceptionnelle du Conseil Régional d'Ile-de-France.



sans que le programme précis des travaux ait été préalablement arrêté!...

- Que des bureaux d'étude n'ayant fait l'objet d'aucun agrément préalable ont été désignés comme co-traitants sans mise en concurrence préalable. Le rapport souligne l'irrégularité de ces désignations.

Le rapport souligne enfin : "diverses irrégularités" dans le déroulement des procédures ont été de nature à perturber le jeu normal de la concurrence et que les risques d'ententes ont été renforcés.

Enfin, cette procédure aurait induit un surcoût de plus de 100 millions de francs durant la période de 89 à 94...

Ce système de financement a de plus permis aux banques de récupérer au passage 1,840 milliards de francs.

Je ne peux pas m'empêcher de conclure en faisant le rapprochement entre ces sommes fantastiques dilapidées par des gens dont ce devrait être l'honneur de gérer au mieux l'argent public et cette mère de famille traînée par deux fois devant les tribunaux de la République et condamnée lourdement à 3000 F d'amende pour avoir simplement voulu améliorer l'ordinaire de ses enfants; le fait qu'elle ait obtenu le sursis ne change rien à la honte qu'elle a dû subir d'avoir à s'excuser d'un geste normal pour une mère qui aime ses enfants. On mesure là la déliquescence d'une société incapable d'assurer à tous les citoyens la simple égalité devant la justice. □

"Rassembler à Gauche" a de plus en plus de lecteurs; sa diffusion augmente régulièrement, cela entraîne des frais d'impression et d'envoi toujours plus importants. Aujourd'hui, il ne nous est plus possible d'assurer l'envoi régulier de "Rassembler à Gauche" à ceux qui, nous pensons simplement par oubli, n'ont pas réglé leur abonnement. Nous savons que vous êtes tous sollicités pour de multiples activités militantes, néanmoins, si tu approuves notre démarche de rassemblement à gauche, si tu apprécies ce que nous avons entrepris avec la parution régulière de notre journal, tu ne manqueras pas de régler rapidement ton abonnement de 50 Fr (soutien 100 Fr).

La rédaction de "Rassembler à Gauche" compte sur toi et t'adresse, cher ami, son amical salut.

1^{er} mai UNITAIRE 14 h République

Appel unitaire :

- des organisations syndicales
CGT, CFDT, UNSA, FSU, FO
(UD 75, 93, 94), FDSU, SUD,
SNUI, UNEF, UNEF-ID,
- et participation des
associations MRAP, SOS
Racisme, Ras l'Front, AC!,
CADAL coordination Kurde...



- Qui est responsable de la montée du FN dans notre pays ?

JC Gaudin en 1985 au Club de la Presse (Libération du 18/2/85)

Le Pen n'est pas un adversaire mais un concurrent, ne nous trompons pas d'adversaire, si un de nos candidats n'arrive pas en tête il se désistara en faveur du FN.

Charles Pasqua (Université d'été des jeunes du RPR en août 84)

Le Pen, je ne suis pas convaincu du tout qu'il soit raciste !

René Monory Club de la Presse en 83 (Europe 1)

Si j'avais voté à Dreux, entre une liste qui comporte 3 ou 4 extrémistes du FN et un PS qui a mis au pouvoir des représentants du parti le plus totalitaire du monde : le PC, j'aurais choisi l'inconvénient minimum...

Claude Labbé (AFP du 14/2/84)

Monsieur Le Pen existe, c'est une réalité politique, il faut se concerter, travailler en commun. Le président du FN est plus proche du poujadisme que du fascisme qui n'a pas beaucoup de chances de revoir le jour en France.

François Léotard (interview au "Quotidien" le 25/3/84)

Pour ma part, j'ai approuvé de manière très claire la position prise à Dreux par les formations de l'opposition, d'intégrer dans la liste commune des candidats du FN.

Les citations nous montrent bien que c'est la Droite et non la Gauche qui a favorisé la montée de JM Le Pen et du FN...

Des nouvelles de notre Région - Des nouvelles de notre Région

Démarche du groupe "Communiste et Partenaires" demandant l'intégration du pôle universitaire Léonard de Vinci (fac Pasqua) au système d'enseignement public de l'Education Nationale (1)

Question écrite au Président Giraud

Au moment où la question de la formation, de l'emploi qualifié et durable, notamment des jeunes s'impose comme une priorité pour notre Région, nous souhaitons avoir dans les meilleurs délais une réponse concernant le pôle Léonard de Vinci.

- Où en est l'action engagée auprès du tribunal administratif ?
- Quel est le résultat des négociations pour lesquelles vous avez été mandaté il y a 2 ans ?

Réponses du Président Giraud

- Il n'entre pas dans les attributions de la Région d'intégrer un établissement d'enseignement supérieur tel que ce pôle au système d'enseignement public de l'Education Nationale.

- Le Conseil Régional n'a pas compétence à intervenir dans les délibérations d'une autre collectivité locale.

(1) En 96 cette demande d'intégration dans le public avait été votée à la majorité par le Conseil Régional.